



Six peines de mort confirmées pour des parents d'Achrafiens et sympathisants de l'OMPI



Mohammad-Ali Saremi, 62 ans, a passé 23 années dans les prisons du chah et des mollahs



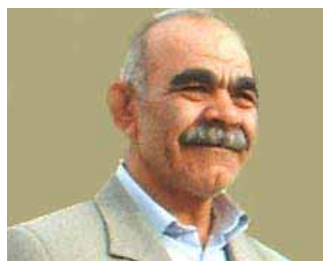
Ahmad Danechpour



Mohsen Danechpour



Jafar Kazemi



Ali Hadj-Agha'i

- **Ils sont accusés de s'être rendus à Achraf pour y voir leurs proches**
- **Pour Maryam Radjavi, cette mesure cruelle reflète l'impotence du régime face au soulèvement populaire en Iran et au soutien massif pour Achraf**
- **La France appelle le régime à renoncer à ces exécutions**

Le procureur criminel de Téhéran a confirmé le 15 mai la condamnation à mort de six prisonniers politiques parents de Moudjahidine d'Achraf et sympathisants de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI). Mohammad Ali Saremi, Jafar Kazemi, Mohsen Danech-Pour-Moghadam et son fils Ahmad, ainsi que Mohammad Ali Hadj-Agha'i sont condamnés à la peine capitale pour s'être rendus à Achraf et à cause de la présence de leurs proches dans ce camp. Selon le procureur du régime, le chef d'accusation du sixième prisonnier, Abdol-Reza Ghanbari, est « d'avoir, le jour de l'Achoura (le 27 décembre) envoyé des rapports directement à l'OMPI ».

Page 3

Nucléaire : Nouvelle supercherie des mollahs

Page 4

Ali Saremi répond au procureur qui l'a condamné à mort

Page 4



Paris, dimanche 16 mai - Iraniens et Français d'Île-de-France ont manifesté place Iéna à Paris pour condamner les exécutions politiques en Iran et appeler les autorités et les organisations des droits de l'homme à empêcher les six prochaines pendaisons de prisonniers de conscience en Iran. La Diaspora iranienne a organisé des manifestations similaires dans 14 villes d'Europe et d'Amérique du Nord : Londres, Cologne, Copenhague, Oslo, Stockholm, La Haye, Vancouver, Montréal, Toronto, Ottawa et San Francisco.

Les peines de mort de parents d'Achrafiens trahissent l'impuissance des mollahs

Mme Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, estime que ces condamnations à mort de parents et de sympathisants des Moudjahidine d'Achraf, trahit l'impuissance du fascisme religieux face au soulèvement populaire et face au vaste soutien du peuple à la résistance et à Achraf. Les mollahs criminels, a-t-elle ajouté, essaient vainement, par le biais de la torture et des exécutions de prisonniers politiques et de sympathisants de l'OMPI, d'éteindre la flamme de l'insurrection et du soutien croissant des Iraniens aux Achrafiens. Mais ces crimes ignobles ne font qu'attiser la colère et la haine générales contre le régime et renforcent la détermination des Iraniens à renverser cette dictature religieuse.

La confirmation de ces peines de mort des parents d'Achrafiens, a poursuivi Mme Radjavi, intervient alors que cela fait une centaine de jours que le ministère du Renseignement et la force terroriste Qods, avec l'aide des forces et du gouvernement irakiens,

ont installé leurs agents devant l'entrée principale d'Achraf, sous couvert de liens de parenté, pour se livrer à des tortures psychologiques sur les Achrafiens, provoquer des troubles et préparer le terrain à un nouveau massacre.

Maryam Radjavi appelle le Secrétaire général de l'ONU, le Conseil de Sécurité, le Haut commissaire des droits de l'homme et les organes concernés de l'ONU, ainsi que l'Union européenne à prendre des mesures rapides pour empêcher la poursuite des exécutions de prisonniers politiques.

La communauté internationale se trouve aujourd'hui face à une épreuve cruciale. Face à une dictature religieuse sanguinaire qui est la honte de l'humanité en ce 21e siècle, il faut faire preuve de fermeté en la mettant au ban de la communauté des nations. Les relations économiques et politiques avec ce régime doivent être subordonnées à la fin des exécutions et de la torture et à l'amélioration des droits de l'homme.

Le Vice-président du Parlement européen dénonce vigoureusement les condamnations à mort de proches de résidents d'Achraf

Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen et président du Comité international pour l'application de la Justice (ISJ) qui regroupe plus de 2000 parlementaires en Europe et en Amérique du nord, a écrit dans un communiqué :

Le régime iranien a annoncé samedi 15 mai que les condamnations à mort de six prisonniers politiques, parents de résidents du camp d'Achraf et partisans de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), ont été confirmées (...)

La politique déclarée du régime iranien et du gouvernement irakien est la destruction d'Achraf. Les agents des services de renseignement iraniens et de la force terroriste Qods, se faisant passer pour des parents de résidents d'Achraf, sont installés

à l'entrée principale du camp depuis trois mois, pour torturer psychologiquement les résidents et provoquer des troubles et le chaos. Leur action vise à préparer le terrain à un massacre des habitants.

Le 9 mai, cinq prisonniers politiques ont été exécutés, et il semble que le régime ait maintenant l'intention d'exécuter des parents de résidents d'Achraf affiliés à l'OMPI. Nous appelons l'UE, le Secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité et le Haut Commissaire aux droits de l'homme à adopter des mesures urgentes pour empêcher l'exécution des prisonniers politiques en Iran. Nous demandons également qu'il soit mis fin au blocus inhumain de la Cité d'Achraf et à la torture psychologique de ses habitants par le gouvernement irakien.

“ Les Moudjahidine du peuple privés de tous les droits ”

La télévision Voice of America en persan a diffusé le 14 mai une interview de Mohammad Seif-Zadeh, avocat de prisonniers politiques, après la confirmation de la condamnation à mort de six détenus politiques.

« Plusieurs personnes ont été arrêtées dans ou avant les manifestations sous prétexte qu'il s'agissait de sympathisants des Moudjahidine du peuple. A la 28e chambre du tribunal de la révolution ils en sont à présent au stade du jugement et le parquet de Téhéran a requis la peine réservée aux *Mohareb* ou ennemis de Dieu. Le dernier cas que nous ayons eu à traiter était Mme Massoumeh Yavari pour avoir participé à une manifestation. Elle se trouve en prison sous mandat d'arrêt provisoire. Elle est accusée de *Moharebeh* (guerre contre Dieu) et d'atteinte à la sécurité. C'est étrange, car cette accusation doit être prouvée par le témoignage de deux hommes sages, adultes et maîtres de soi, ce qui n'est pas le cas et Mme Yavari dément tout délit. Mais le parquet a tout de même requis la peine pour *Moharebeh*. Plus étrange encore, c'est qu'avant même le procès, le président du tribunal ait annoncé vouloir la peine de mort.

Toujours aussi étrange, le tribunal dit qu'il est ouvert à tous sauf aux “Monafeghine” (Moudjahidine du peuple). C'est exactement contraire aux articles 16 et 20 de la Constitution et au principe d'égalité devant la justice. Il semble que ce groupe soit privé de tous les droits. »

Les lignes jaunes sont franchies

Le Comité Français pour un Iran démocratique qui regroupe de nombreux parlementaires et personnalités politiques a publié le 15 mai un communiqué dont voici un extrait :



Six iraniens sont menacés aujourd'hui d'exécution immédiate. Emprisonnés depuis des mois, torturés pour certains, ils n'ont commis d'autre crime que de s'opposer à la sanglante dictature des mollahs. Apprenons leurs noms et crions notre indignation devant ces condamnations sans procès, sous le simple prétexte que des hommes en Iran n'abdiquent pas leur dignité et combattent pour les valeurs de Liberté et de Démocratie qui sont aussi les nôtres. La communauté internationale doit exiger la fin des meurtres judiciaires perpétrés en Iran contre des hommes et des femmes qui veulent vivre debout. Nous demandons en particulier au président de la République française et à son ministre des Affaires étrangères de se souvenir de leurs propres engagements et de mettre en demeure les autorités iraniennes. Les lignes jaunes sont aujourd'hui franchies.

La France appelle le régime iranien à renoncer à ces exécutions



Dans son point de presse du 18 mai, le porte-parole de presse du Quai d'Orsay a déclaré :

«Alors que la justice iranienne vient de confirmer, le 16 mai, les condamnations à mort de six opposants arrêtés lors des troubles post-électorales de 2009, nous appelons l'Iran à renoncer à ces exécutions et à respecter ses obligations internationales en matière de droit à un procès équitable.

La France est vivement préoccupée par ces condamnations à la peine capitale qui s'inscrivent dans la politique de répression brutale menée par l'actuel régime iranien contre ceux de ses citoyens qui aspirent à la démocratie et au respect de leurs libertés.»

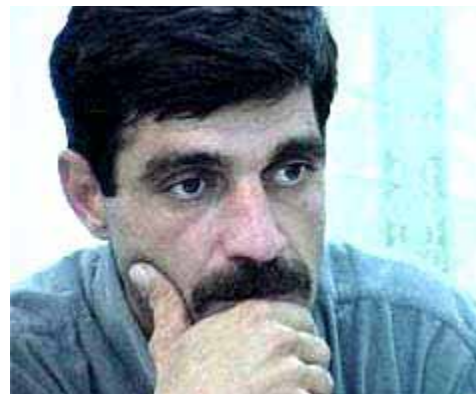
Un condamné à mort défie les mollahs depuis sa cellule

Le texte qui suit est le communiqué publié par Saïd Massouri, 45 ans, prisonnier politique très connu, actuellement dans le couloir de la mort. Il réagit à l'exécution de cinq détenus politiques à la prison d'Evine de Téhéran le 9 mai. M. Massouri a fait ses études de médecine en Suède et en Roumanie. Il a été arrêté en Iran en janvier 2001. Il est incarcéré à la prison de Gohardacht à Karadj, en banlieue téhéranaise.

« Vous ne nous ferez pas peur en tranchant des têtes »

Au milieu des graves troubles que traverse le pays, j'ai appris l'exécution de mes amis et connaissances, connus sur le tard en prison, avec lesquels j'ai passé des années dans les cellules de la section 209 [à la prison d'Evine]. Peut-être qu'il [le régime] pense qu'avec ces exécutions, il a réussi à nous effrayer, nous et notre peuple. Mais honte à nous si, au lieu d'être plus motivés [à poursuivre la lutte contre le régime], l'exécution de nos amis et compatriotes devait nous effrayer. En effet, que faut-il faire à un moment où les gens n'ont pas d'autre destin que la prison, la torture et l'exécution simplement parce qu'ils sont humains, et quand c'est le prix à payer pour la moindre tentative d'être libre et faire preuve d'humanité ? Où ceux qui restent silencieux face à de tels crimes tracent-ils la limite entre être humain et ne pas l'être ?

Hitler a fini par assassiner et blesser des



Saïd Massouri, 45 ans, prisonnier politique, condamné à mort

centaines de milliers de personnes devant ceux qui auraient dû finalement réaliser qu'il n'était pas digne de respect et qu'il était inutile de négocier avec lui. Faudra-t-il payer à nouveau un pareil prix ?

En tout cas, pour ma part, je veux être clair sur le degré de peur que ces exécutions m'ont vraiment fait : je déclare qu'après la pendaison de ces cinq détenus, je suis plus prêt que jamais à être le sixième à embrasser le nœud coulant du bourreau.

Vive leur mémoire et celle de tous ceux dont le sang circule dans les veines de l'histoire.

“La frénésie de la flamme subsiste seulement dans la cendre.”

C'est ce qu'il faut pour vivre dans l'honneur.”

Saïd Massouri

Prison de Gohardacht, 12 mai 2010

La machine à broyer les résistants poursuit sa marche inexorable



Nouveaux Droits de l'Homme

Les Nouveaux Droits de l'Homme, ont déclaré dans un communiqué le 20 mai :

Malgré les années, notre indignation demeure intacte face à la répression aveugle et sans mesure de la dictature religieuse iranienne qui annonce la condamnation à mort de six sympathisants de l'OMPI. Si la menace nucléaire de Téhéran est réelle, sa capacité destructrice de son peuple est plus ancienne et plus forte encore. Or de ceci, la communauté internationale ne se soucie pas, ce qui est une faute morale tout aussi grave. NDH fidèle à son combat de trois décennies, en appelle donc à un sursaut de réprobation collective.

FIDH: Encore et toujours des peines de mort

La Fédération internationale des droits de l'homme a notamment déclaré dans un communiqué du 19 mai :

«Le procureur de Téhéran a annoncé samedi 15 mai que les peines de mort prononcées contre trois des 10 manifestants postélectorales accusés de “moharebeh” (guerre contre Dieu) ont été confirmées par la cour d'Appel. Il a précisé qu'en tout, 217 sentences avaient été confirmées contre des protestataires postélectorales par les cours d'Appel (...) La FIDH a également été informée de la confirmation



des peines de mort prononcées contre trois autres militants des Moudjahidine du peuple, Mohammad Ali Saremi, Ja'afar Kazemi et Mohammad Ali Hajji-Aqaie (...) “La justice iranienne est un instrument dans les mains de l'ayatollah Khamenei et le Président Ahmadinejad pour réprimer durement les protestataires et les opposants politiques.”

Ali Saremi, condamné à mort, répond au procureur des mollahs

Ali Saremi, prisonnier politique, âgé de 62 ans, a écrit depuis la prison de Gohardacht dans la ville de Karadj en banlieue téhéranaise. Il se moque de sa condamnation à mort prononcée par Dolatabadi, le procureur criminel des mollahs, dans un message où il met l'accent sur l'idéal de la liberté du peuple :

« Parmi le peuple, un groupe honnête, fidèle à l'engagement et à l'alliance passés avec Dieu et le peuple est parvenu au martyre et d'autres attendent » (Coran) et moi, je suis dans l'attente. Tout droit violé suscite la résistance à l'injustice, poussant le tyran à la bassesse et à la répression.

Le procureur de Téhéran Dolatabadi, dans une interview avec le magazine « Panjereh » (fenêtre) publié dans le quotidien Keyhan du 16 mai, a annoncé que j'ai été accusé de contact avec l'OMPI et que j'avais été arrêté en septembre 2009, après les événements électoraux. Or mon arrestation, à moi Ali Saremi, date du 4 septembre 2007, soit deux ans avant l'élection. Mon voyage à la Cité d'Achraf pour y voir mon fils remonte à 2005 et c'est à cause de cette visite de quelques jours que j'ai été condamné un an de prison. J'ai été arrêté en 2007 pour m'être rendu au cimetière de Khavaran me recueillir sur les tombes des exécutés

“

Le procureur a dit que j'avais été arrêté en septembre 2009. Or j'ai été arrêté le 4 septembre 2007, soit deux ans avant l'élection.

de 1988.

Mais est-ce que vous considérez vraiment que se recueillir sur une tombe, soutenir une organisation ou la visite d'un père à son fils relèvent de la guerre contre Dieu et doivent être punis de mort ? C'est pourquoi les déclarations du procureur de Téhéran tellement dénuées de fondement, ne méritent aucun commentaire, et ces accusations sont si infondées qu'ils n'osent pas notifier le jugement à mon avocat. L'ordre a été donné à la cour d'appel et confirmé, pour sauver les apparences, alors que le jugement ne portait ni ma signature, ni celle de mon avocat.

Cependant, je leur crie que même en m'exécutant par pendaison, ils ne peuvent pas nous effrayer, ni moi, ni mon peuple épris de liberté parce que je leur ai tellement fait peur qu'ils sont obligés de m'exécuter. Car la seule raison pour prononcer de tels jugements, c'est la crainte que leur inspire leur instabilité, et non le soucis d'équité et de justice.

Or, comme un père dont ont exécuté les enfants, comme Farzad [Kamangar], Ali [Heydarian], Farhad [Vakili], Chirine [Alam-Houli] et Mehdi [Eslamian]* qu'ils viennent de pendre et comme des milliers d'autres exécutés auparavant, que peut-on attendre de moi sinon le cri d'un



Ali Saremi, 62 ans, a passé 23 années dans les prisons du chah et des mollahs

Iranien croyant et épris de liberté :

Si tu brûles mon corps, ou si tu le transperces de balles

Où et quand pourras-tu me voler mon cœur et mon amour pour ma patrie?

Si tout au long de ma vie j'ai passé 23 ans en prison, je n'ai pas réussi à remplir mon devoir vis-à-vis de Dieu, de mon peuple et de ma patrie. Peut-être que mon exécution contribuera à éveiller notre peuple.

A l'attention de mon peuple et de ma patrie, je crie à nouveau :

Que vaut ma vie, dans l'accomplissement de ta voie ?

Vive la terre d'Iran !

** Cinq prisonniers politiques, dont quatre Kurdes, exécutés le 9 mai.*

L'accord du régime sur l'uranium enrichi est une supercherie

Le régime cherche à esquiver les sanctions et à gagner du temps pour achever l'arme atomique

La Résistance iranienne estime que l'accord du régime des mollahs sur l'envoi d'uranium enrichi en Turquie, est une manœuvre grotesque pour échapper aux sanctions internationales. Réagissant au soulèvement populaire par la répression, la torture et les exécutions, ce régime redoute au plus haut point une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Cette manœuvre prolonge la supercherie et la mise en scène visant à achever en secret son projet d'armes nucléaires. Les mollahs voient dans la bombe atomique et l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme, la garantie de leur survie. Jamais les

négociations ni la complaisance ne leur feront abandonner leur projet. Alors que la dictature religieuse parle d'envoyer une partie de son uranium enrichi à 3,5% en Turquie, des milliers de centrifugeuses tournent à Natanz en violant ouvertement les résolutions du Conseil de sécurité. La Résistance déplore le rôle joué par le Brésil et la Turquie pour sortir de la crise les bourreaux du peuple iranien ; un peuple qui veut un changement de régime, la démocratie, ainsi que la paix et la stabilité dans la région. Aucune manœuvre politique ni aucun soutien étranger ne pourront empêcher ce régime d'être renversé.



Le Brésil et la Turquie "dans le marécage de la politique iranienne".

Caricature du quotidien arabe Asharq-Alousat du 20 mai